



L'administration électronique ou E-administration

Sommaire

1	L'administration électronique en quelques points clés.....	2
2	Etat des lieux, généralités.....	3
2.1	Ouvrages.....	3
2.2	Articles	6
3	L'administration électronique : le rapport administration-usager.....	9
3.1	Ouvrage	10
3.2	Articles	10
4	L'administration électronique : outil de modernisation de l'administration	11
4.1	Ouvrages.....	11
4.2	Articles	13
5	Open Data et Open Government	15
5.1	Ouvrages.....	15
5.2	Articles	18
6	Enjeux juridiques	22
6.1	Ouvrages.....	22
6.2	Articles	22
7	Enjeux européens.....	24
7.1	Ouvrages.....	25
7.2	Articles	26
8	Comparaisons internationales.....	27
8.1	Ouvrages.....	28
8.2	Articles	28

1 L'administration électronique en quelques points clés

Introduction

L'administration électronique peut être définie comme « l'utilisation des techniques de l'information et de la communication (TIC), et en particulier d'Internet, dans le but d'améliorer la gestion des affaires publiques » (L'administration électronique : un impératif. Rapport OCDE 2003)

Vecteur d'amélioration de la relation administration/citoyen, l'administration électronique permet de proposer une **offre plus performante de services aux usagers** et d'accroître la **transparence administrative**. Elle est aussi au cœur de la problématique de **modernisation de l'Etat**, car elle est un outil **d'amélioration** de ses procédures et de son fonctionnement interne (décloisonnement, agilité), ainsi que d'**optimisation** de ses coûts. L'administration électronique, enfin, pose un certain nombre de **questions juridiques complexes** et son développement n'est pas spécifique à la sphère française, ni ne se réduit au périmètre de l'Etat. Ses **enjeux tant territoriaux qu'europeens**, notamment, sont importants.

Les premiers services télématiques voient le jour à la fin des années 1980 grâce au Minitel et les administrations participent au développement d'Internet dès la seconde moitié des années 1990. Mais ce n'est qu'à partir de **1997 que l'administration électronique émerge progressivement en tant que politique publique à part entière** et que s'élabore une **stratégie globale**, nourrie par plusieurs rapports et qui se concrétisera dans un ensemble de programmes : Programme d'action gouvernemental pour la société de l'information (PAGSI) en 1998, Projet ADELE (Administration électronique) pour la période 2004-2007. Plus récemment, l'administration électronique est devenue un **axe central de la politique de réforme de l'Etat**, que ce soit avec la **Révision générale des politiques publiques (RGPP)**, ou avec la **Modernisation de l'action publique (MAP)**.

En matière de **services aux usagers**, on peut distinguer deux grandes étapes dans l'utilisation des TIC: la première consiste à mettre des informations à disposition des citoyens afin de simplifier leurs démarches administratives ; la seconde, qui va plus loin, permet aux usagers de réaliser directement leurs démarches en ligne. On parle alors de **téléservices**. Se posent néanmoins, dans le développement de ces services numériques, la question de leur **accessibilité** (couverture Internet des zones rurales, déploiement du haut et du très haut débit, publics en situation de fragilité : personnes précaires, âgées, handicapées), ainsi que des contraintes juridiques fortes en matière de **protection des données personnelles et des libertés individuelles**. Ces enjeux juridiques prennent une acuité particulière depuis que le droit européen (et le droit français à sa suite) a consacré un principe de **réutilisation des données publiques** et que l'**Open data**, qui apparaît comme emblématique d'une troisième étape – le **passage d'une logique de mise à disposition de services publics à une logique de participation, voire de co-création** où l'utilisateur devient pleinement partie prenante, grâce, notamment, aux **technologies du Web 2.0** - est une priorité de la politique de **transition numérique**.

Enfin, le développement de l'administration électronique s'inscrit dans une perspective de **maîtrise des dépenses publiques** (une procédure électronique ayant un coût de traitement estimé cent fois plus faible que celui d'une procédure papier) et peut favoriser l'émergence d'un nouveau **mode de management** (moins autoritaire, plus horizontal), alors que la « **politique de la donnée** » doit générer une meilleure circulation et valorisation de l'information propice au **décloisonnement** des administrations et à l'**amélioration de leur fonctionnement**. Mais cette transformation implique une **adaptation** des agents et des processus et nécessite des **investissements financiers préalables** (accessibilité et ergonomie des outils, interopérabilité des systèmes d'information, harmonisation du traitement des données, respect de leur sécurité et de leur confidentialité) avant de devenir source d'économies.

Lectures synthétiques en ligne

- [Développement de l'administration électronique : où en est-on ?](#) : Dossier élaboré par la documentation française. Bien qu'archivé depuis avril 2005, ce dossier reste pertinent dans sa façon de présenter le sujet et d'aborder certaines des problématiques qu'il introduit.
- [Portail de la modernisation de l'action publique](#) : voir notamment les rubriques « L'administration change avec le numérique » et « les services publics se simplifient et innovent »

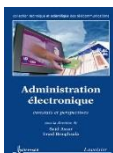
2 Etat des lieux, généralités

2.1 Ouvrages



Zoom sur

Quelques lectures clés



Assar, Saïd ; Boughzala, Imed (dirigé par)

Administration électronique : constats et perspectives

Paris : Hermès, 2007. - 326-VIII p. ; 24 cm. - (Collection technique et scientifique des télécommunications)

Point sur la stratégie de déploiement et de développement de l'administration électronique. Analyse de la transposition dans l'univers des institutions publiques du concept d'alignement stratégique des systèmes d'information. Les facteurs clés de succès dans le déploiement et l'adoption des NTIC dans l'administration sont abordés.

352.367 adm



Colin, Nicolas ; Verdier, Henri

L'âge de la multitude : entreprendre et gouverner après la révolution numérique

Paris : A. Colin, 2015. 2^{ème} éd. - 304 p. ; 24 x 16 cm.

Un monde nouveau, né de la révolution numérique, consacre le règne de milliards d'individus, équipés et connectés. Ensemble, ils forment une multitude qui bouleverse l'ancien ordre économique et social. La dernière partie de l'ouvrage se penche plus particulièrement sur la politique de ce nouveau monde industriel et sur le rapport de l'État au numérique : politiques publiques liées dont politique d'innovation, régulation, fiscalité, mais également rapport de l'administration au numérique.

303.483 3 COL



Conseil d'Etat

Le numérique et les droits fondamentaux : étude annuelle 2014 : rapport adopté par l'assemblée générale du Conseil d'Etat le 17 juillet 2014

Paris : La Documentation française, 2014. - 441 p. : illustrations en noir et blanc ; 24 x 16 cm. - (Les rapports du Conseil d'Etat ; 65)

50 propositions ayant pour objectifs de mettre le numérique au service des droits individuels et de l'intérêt général afin de repenser la protection des droits fondamentaux tout en conservant le potentiel du numérique.

[En ligne sur Internet](#)



Vacchino, Olivier

Vers l'e-gouvernance : pour une nouvelle administration numérique / préface de Jean-Paul Delevoye

Paris : SCEREN : CNDP, 2013, 182 p. ; 21 cm. (Profession cadre service public, 2105-9691) Bibliogr. dissém.

Cet ouvrage fait le point et trace des perspectives sur l'usage du numérique dans l'administration publique. L'ouvrage s'intéresse à ce levier de modernisation que constitue l'administration électronique au sein des trois fonctions publiques et de la Sécurité sociale. Parmi les thèmes clés analysés figurent la notion de fracture territoriale, le risque de centralisation des pouvoirs, les questions d'éthique et de déontologie, la protection des données personnelles, le lien vie professionnelle/vie privée, l'égalité des citoyens, la place du service public dans la vie des administrés. Il met également en évidence les enjeux de la dématérialisation des échanges (passage d'une gestion de demandes individuelles à une gestion globale, multiplication et décloisonnement des canaux d'interaction entre agents, services et administrations, sécurisation des informations et des transactions, déploiement de nouveaux modèles de

communication humains...). L'administration électronique est à la fois présentée comme un moyen de repenser les services existants, de réorganiser leur gestion et, de plus en plus, d'en inventer de nouveaux.

352.367 VER



Assemblée nationale

La transformation numérique des services publics : une chance et des opportunités à saisir, les clés pour réussir : rapport d'information sur l'évaluation de la modernisation numérique de l'Etat / présenté par Corinne Erhel et Michel Piron ; déposé par la commission d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Paris : Assemblée nationale, 2016. -- Pagination multiple ; 24 cm. -- (Les rapports d'information AN ; 3721. Les documents d'information DIAN ; 37/2016)

[En ligne sur Internet](#)

352.367 TRA



Babinet, Gilles

L'ère numérique, un nouvel âge de l'humanité : cinq mutations qui vont bouleverser notre vie

Le Passeur, 2014. - 236 p. ; 21 cm.

Au travers de son expérience d'entrepreneur, puis de président du Conseil national du numérique et enfin de Digital Champion, Gilles Babinet a identifié cinq domaines, intrinsèquement liés au numérique, dont l'évolution en cours va changer le monde : connaissance, éducation, santé, production et État.

303.483 3 BAB



Emmerich, Sarah

La smart city en 10 questions / préface Jean-Louis Missika

Voiron (Isère) : Territorial, 2014, 76 p. ; 21 x 15 cm. (L'essentiel sur..., 1625-855X)

Voir plus particulièrement les chapitres 5 (Les services seront-ils vraiment nouveaux?), 6 (la mutualisation, un impératif), 7 (l'open data, c'est quoi?) et 9 (Quels impacts sur l'organisation?)

307.76 EMM



EUROGROUP CONSULTING, ENA, DGAFP

Le numérique : jusqu'où réinventer les services publics ? : étude, novembre 2014

Puteaux : Eurogroup consulting France, 2014. -- 76 p. ; 21 cm.

352.367 NUM



La Coste, Pierre de

L'hyper-République : l'administration électronique au service du citoyen / Pierre de La Coste ; avec la collaboration de Vincent Bénard ; préface d'Henri Plagnol, secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat.

Paris : Berger-Levrault, 2003. - 95 p. ; 24 cm.- (Le point sur) Annexes. Bibliogr. p. 72.

352.367 LAC



Lasserre, Bruno ; Chatepie Philippe ; Japiot Olivier

L'Etat et les nouvelles technologies de l'information : vers une administration à accès pluriel

Paris : La Documentation française, 2000. - 194 p. ; 24 cm.

352.367 ETA



Lebreton, Claudy

Les territoires numériques de la France de demain : rapport à la ministre de l'Égalité des territoires et du logement, Cécile Duflot

[S.l.] : [s.n.], 2013. - 177 p. : ill., cartes ; 30 cm.

Ce rapport réalise tout d'abord le diagnostic des inégalités face au numérique et dans les territoires, des transformations sociétales induites par le numérique et des politiques numériques dans les territoires. Dans

une deuxième partie, l'auteure décrit les opportunités qu'offre le numérique, en termes de métropolisation et de développement urbain, de développement des territoires, d'éducation, de santé et de dépendance, d'administration et d'accès aux services publics. Elle évoque également l'accompagnement des usages numériques et émet des recommandations, afin que le numérique soit un véritable outil au service de l'égalité des territoires.

384.3 LEB



Lemoine, Philippe

La nouvelle grammaire du succès : la transformation numérique de l'économie française : rapport au gouvernement

Novembre 2014. - [S.l.] : [s.n.], 2014. - 326 p. ; 30 cm Bibliogr. p. 320-322

[En ligne sur Internet](#)

303.483 3 LEM



Maisl, Herbert ; Marais, Bertrand du (coordonné par)

L'administration électronique

Strasbourg ; Paris : ENA, 2004. - p. 211-424 ; 24 cm. - (Revue française d'administration publique ; 110)

La "révolution numérique" interpelle aujourd'hui les Etats, comme elle a affecté, également, le monde de l'entreprise. Elle remet en cause les organisations publiques, leur culture, leurs relations avec la société. Que recouvrent les termes d'administration électronique, d' "e-gouvernance" ou de "gouvernement électronique" ? Quels modes de régulation appellent les réseaux ? Quels nouveaux rapports de pouvoir se mettent en place à travers la gouvernance de l'internet ? Ce numéro, qui rassemble réflexions théoriques, études de cas et témoignages, ouvre de nouvelles pistes de réflexion. On peut en avancer plusieurs, en particulier la dimension internationale de la révolution numérique, l'effet de levier des technologies dans la réforme de l'Etat, les perspectives de gouvernement en ligne, voire de démocratie en ligne. Exemples du développement de l'administration électronique en France, dans les pays de l'OCDE, en Europe et au Canada.

352.357 ADM

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Vétois, Jacques ; Naulleau, Daniel ; Lobet-Maris, Claire... [et al.]

Administration électronique, où en sommes-nous ?

Paris : L'Harmattan, 2007, ISSN = 0997-5551. - 220 p. ; 24 x 16 cm. - (Terminal ; 99-100)

Au sommaire notamment : De l'e-gouvernement au gouvernement en réseau / Claire Lobet-Maris, Cécile de Terwangue ; Quels leviers d'action pour la dématérialisation des flux dans les administrations publiques ? / Anne Rousseau, Michael Schmitt ; La construction de l'administration électronique au prisme des rapports publics / Eric Dagiral ; Administration publique pour tous ou services de proximité pour chacun ? / Philippe Cazeneuve.

La seconde partie est consacrée à « l'administration électronique sur le terrain ».

352.15 TER



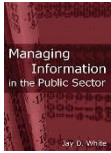
Weibel, Thierry

Administration 2.0

Paris : Fondapol, 2011. - 33 p. ; 15 cm.

Dans cette note, l'auteur explore les possibilités liées au développement d'un service public numérique qui répondrait mieux aux besoins actuels de l'administration et des citoyens. Face aux contraintes budgétaires, il propose des voies inédites pour atteindre une plus grande efficacité et une meilleure participation de chacun, en repensant les méthodes actuelles du management, des ressources humaines et de la gestion publique.

352.367 WEI



White, Jay D.

Managing information in the public sector

New York : M. E. Sharpe, 2007. - xii-319 p. ; 23 cm.

Contient : Why study MIS in the public sector ? Information technology for decision making. Hardware and software issues. Managing the Agency's data resources. The telecommunications revolution. The Internet revolution. System development and implementation. Transforming government with technology. End user computing issues. Acquiring technology solutions. Information security. Managing information strategically.

352.367 WHI

2.2 Articles



Zoom sur

Quelques lectures clés

Algan, Yann ; Bacache, Maya ; Perrot, Anne
Administration numérique

in : Notes du Conseil d'analyse économique, n° 34, 2016, septembre, 12 p.

Les services publics ne sont pas à l'écart des changements importants induits par les technologies numériques. Ces derniers doivent être considérés comme une opportunité de renforcer l'efficacité de l'administration et des services publics, par une dynamique d'innovation double. Une innovation de procédé, tout d'abord, qui par l'adoption de nouvelles méthodes de travail et de production œuvre pour une meilleure productivité, une simplification de fonctionnement, une meilleure gestion des compétences, et une meilleure qualité. Une innovation de produit, ensuite, qui permet la création de nouveaux services. C'est l'ensemble du champ des services publics qui peut ici être revisité, dans l'optique de l'État plateforme. Données ouvertes et open government vont dans le sens de plus de transparence. Le recours aux méthodes agiles, les start-ups d'État, le recrutement de nouvelles compétences (designers, data scientists...), les expérimentations et prototypes, doivent permettre de mieux répondre à l'intérêt général, dans des délais plus courts. L'implication des usagers, les démarches participatives, l'évaluation des services publics, s'appuient sur le numérique pour rapprocher l'administration des citoyens.

[En ligne sur Internet](#)

Les administrations publiques à l'ère numérique : [dossier]

In : Télescope, vol. 18, n° 1-2, 2012, printemps-été, p. 1-215

Ce dossier se propose d'explorer les stratégies que les administrations publiques ont adoptées pour relever les défis soulevés par le développement des TIC en matière d'organisation du travail, de protection des renseignements, de circulation de l'information, de transparence, d'interactions entre les administrations et les citoyens, de prestations de services en réseau.

[En ligne sur Internet](#)

Dagiral, Eric

Les enjeux de l'administration électronique

In : Cahiers Français, n° 346, 2008, septembre-octobre, p. 72-76

Cet article revient brièvement sur l'histoire de la réforme de l'administration par les technologies de l'information, et sur ses enjeux et défis actuels.

Delamarre, Manuel ; Gristi, Eric

L'administration électronique

In : Comprendre l'administration. Organisation, fonctionnement, modernisation. 2e éd. - Paris : La Documentation française, 2010, p. 155-157 ; 27 cm. - (Formation administration concours)

E-administration, e-gouvernement, République numérique...Diverses appellations tentent de rendre compte des enjeux de l'administration électronique. Dans un rapport intitulé « L'administration électronique : un impératif », l'OCDE la définit comme « l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, et en particulier d'internet, dans le but d'améliorer la gestion des affaires publiques ». le développement des TIC rend en effet possibles d'importantes avancées, tant en matière de simplification et de qualité du service à l'usager qu'en ce qui concerne la réforme des administrations elles-mêmes.

Dématérialisation et e-administration : dossier

In : Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration, n° 325, 2012, juin, p. 5-31

Contient : Les grandes dates et projets de la dématérialisation / Serge Salon, Jean-Charles Savignac. Trop ou pas assez d'e-administration ? Qu'en disent les français ? / Guy Malherbe. La dématérialisation de l'administration, expériences et points de vue territoriaux / Bruno Malhey. La dématérialisation de l'organisation du travail et des procédures : l'exemple de la Cour de cassation / Jean-Michel Sommer, Michel Azoula. La "longue marche" : des téléprocédures au 100% dématérialisé / Jean Dokhelar, Pierre Samsonoff. De la pierre à l'écran : Magicode et la dématérialisation du droit / Elisabeth Catta, Alexandre Delliaux. Avec un panel d'offres numériques innovantes, La Poste est le partenaire de confiance de tous ses clients / Jean-Marc Routier, Muriel Barnéoud.

Brown, David

Le gouvernement électronique et l'administration publique

In : Revue internationale des sciences administratives (RISA), vol. 71, n° 2, 2005, juin, p. 251-266

Le gouvernement électronique (e-gouvernement) englobe l'ensemble des rôles et des activités de l'administration et repose sur les technologies de l'information et de la communication (TIC). Il englobe les quatre domaines de la gouvernance et de l'administration publique : les programmes économiques et sociaux de l'Etat, ses relations avec le citoyen et l'Etat de droit (la démocratie électronique), ses opérations internes et ses relations avec l'environnement international.

Comment le numérique transforme le monde : [dossier]

In : L'ENA hors les murs, 2014, avril, 55 p.

Contient notamment : Comment le numérique transforme le monde/ Lionel Ploquin. Pour une reconnexion des élites : le numérique au service de l'intérêt général/ Benoît Thieulin. Pour un "New Deal" numérique/ Gilles Babinet. Faire du numérique un outil au service du bien commun/ Axelle Lemaire. Comment une administration régaliennne peut devenir une administration numérique de référence : le cas de la DGFIP/ Bruno Bézard. Protection des données personnelles : l'Europe a quelque chose à dire !/ Isabelle Falque-Pierrotin. La négociation à Bruxelles du règlement sur la protection des données personnelles/ Jean-Christophe Gracia, Cyril Noël. Le droit à l'épreuve d'internet/ Serge Gouès. Open data, enjeux et perspectives/ Henri Verdier.

Koubi, Geneviève

L'Etat d'internet

In : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales, n° 16, 2012, 23 avril, p.16-18

S'appuyant sur le commentaire de la circulaire n°5574/SG du 16 février 2012, l'article analyse le recentrage du paysage numérique de l'Etat et le renforcement du contrôle de la création des sites Internet publics. Le rôle de la Charte de l'internet qui se substitue à la Charte ergonomique de 2008 pour les administrations de l'Etat et étend son application aux administrations déconcentrées, entendant dessiner un internet territorial de l'Etat, jugé ici inaccompli.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Numérique et territoires : [dossier]

In : Administration [revue de l'administration territoriale de l'Etat], n° 236, 2012-2013, décembre-janvier, p. 6-122

Contient notamment : Manche numérique : fédération des collectivités manchoises, outil de mutualisation / Gilles Quinquenel. Les technologies de l'information et de la communication au service des outre-mer/ Vincent Bouvier. La stratégie des espaces numériques régionaux de santé/ Jean-Yves Robin. La télémédecine ou l'alliance de la technologie et de la médecine au service des territoires / Monique Cavalier. L'école et les technologies numériques dans la société du XXIème siècle/ Jean-Claude Rouanet. Les outils numériques au service du covoiturage / Chantal Simon-Guillou. Services mobiles géo-localisés et valorisation des territoires/ Bernard Benhamou. Les réseaux sociaux : pour une meilleure et une nouvelle communication de l'Etat / Eric Freysselinard. Le vote électronique en France / Yves Le Breton. La dématérialisation dans la gestion publique locale / Frédéric Ianucci. Acheter, vendre et payer de

manière dématérialisée dans l'univers public/ Alain Borowski. Des titres sécurisés à l'e-administration / Bertrand Marechaux. L'administration numérique au service des entreprises / Nicolas Conso, Clara Sorin, Fabien Geledan. Telepac : une procédure électronique pratique, rapide et sécurisée pour les agriculteurs / Jacques Clément. Attentes de l'usager connecté : synthèse de l'étude internationale de la société de conseil Accenture / Jérôme Vercaemer. Le rôle de l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information / Patrick Pailloux.

Special world e-gov forum

In : Acteurs publics, numéro spécial, 2006, décembre, 82 p

Performance ; le casse-tête de l'évaluation / Laurent Fargues. Ecourter et simplifier les procédures. Les exigences d'un Etat moderne / Frank Mordacq. Les téléprocédures transforment les services publics / Laurent Fargues. Communes et collectivités locales : les acteurs clés de l'e-gouvernement. Un consensus tout relatif : logiciels libres / Sixtine de Villeblanche. L'e-administration française à l'heure de la maturité / Sixtine de Villeblanche. Les étapes-clés de l'e-gouvernement / Per Blixt.

Ce dossier sur l'e-administration fait suite au forum World-e-gov de 2006 à Issy-les -Moulineaux.

Transition numérique : gouvernance publique, nouvelle relation citoyens : dossier

In : Parole publique, la revue de la communication publique, n° 8, 2015, mars, p. 47-75

Contient : Notamment : Refonder le droit à l'information publique à l'heure du numérique : enjeu citoyen, opportunité stratégique / Corinne Bouchoux. Politiques publiques et open data : vers une culture de l'hyper-donnée / Elizabeth Gardère. Open data, gouvernance ouverte et renouveau des pratiques démocratiques / Luc Picot, Grégoire Mages. France connect, clef de voûte de l'Etat plateforme / Jacques Marzin. La communication digitale des services sociaux, un outil d'équité entre les citoyens / Pascal Martin. Villes 2.0 le web au service de la concertation / Myriam Elahmadi. Le numérique réinvente la communication publique / Xavier Crouan.

La transition numérique met la communication, sous toutes ses formes, au cœur de la modernisation du management de l'action publique, au cœur d'une nouvelle relation de co-construction des politiques publiques. Ce dossier explore les enjeux, les formes et les conséquences de cette explosion numérique sur le fonctionnement même d'institutions publiques confrontées à la pression, à la mutation de l'environnement économique et des processus démocratiques.

Urrutia Rivera, Eugenio

Concepto y problemas de la construcción del gobierno electrónico : una revisión de la literatura

In : Gestión y política pública, vol. 15, n° 2, 2006, segundo semestre, p. 259-305, Bibliogr. p. 300-305

Quelle est la signification du développement de l'e-administration et les principaux problèmes que celui-ci pose ? L'introduction des technologies de l'information dans les nouveaux modes de gestion publique pose des défis peu comparables à ceux du secteur privé. La relation entre l'Etat et les citoyens s'en trouve largement redéfinie. Mais de façon plus profonde, la mutation des sites internet institutionnels vers de véritables portails à l'architecture de plus en plus complexe et sophistiquée transforme l'administration elle-même et tend à la faire évoluer vers ce qu'on pourrait appeler une "bureaucratie virtuelle". L'administration électronique, en somme, est l'un des efforts les plus significatifs en matière d'innovation institutionnelle et de réforme de l'administration.

[En ligne sur Internet](#)

Revue spécialisée

Electronic journal of e-government EJEG : [ressource en ligne]

Publication consacrée à l'e-gouvernement et dont tous les articles sont consultables en ligne librement.

Sites internet

➤ Modernisation.gouv.fr

Site consacré aux actions de modernisation et de réforme de l'Etat. Voir notamment les rubriques « L'administration change avec le numérique » et « les services publics se simplifient et innovent »

➤ [Les documents de référence du système d'information de l'Etat](#)

3 L'administration électronique : le rapport administration-usager



Zoom sur

Quelques lectures clés



Amélioration de la relation numérique à l'usager : rapport remis à Valérie Pécresse / issu des travaux du groupe "Experts numériques" ; [établi pour le compte du] Ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat. - 26 septembre 2011.

[S.l.] : [s.n.], 2011. - 42 p. ; 30 cm.

352.357 AME



**Cour des comptes
Relations aux usagers et modernisation de l'Etat : vers une généralisation des services publics numériques : enquête demandée par le comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale**

Janvier 2016. -- [Paris] : [Cour des comptes], 2016. -- 129 p. ; 30 cm.

Selon la Cour des comptes, l'administration n'a pas tiré toutes les leçons ni tous les bénéfices du développement des services en ligne. Elle formule 15 recommandations pour renforcer et organiser les services publics numériques.

[En ligne sur Internet](#)



**Koubi, Geneviève Dir.
Les téléservices publics / École nationale d'administration, Centre d'expertise et de recherche administrative (CERA)**

Strasbourg ; Paris : ENA, 2013. - p.267-464 ; 24 x 16 cm. - (Revue française d'administration publique ; 146)

L'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives - et entre les autorités administratives elles-mêmes - désigne le téléservice comme "tout système d'information permettant aux usagers de procéder par voie électronique à des démarches ou formalités administratives". Cette définition généraliste ne traduit que partiellement la spécificité des téléservices administratifs. En dépit des approximations qui accompagnent son usage, la référence aux téléservices irrigue les discours des pouvoirs publics qui se proposent tant de développer l'administration électronique que d'améliorer les relations entre l'administration et les administrés. Par-delà la multiplication des

systèmes d'information et des traitements automatisés de données à caractère personnel, une incitation à utiliser des procédés numériques et des services en ligne se profile. S'ajoute alors aux processus de dématérialisation des relations administratives une amplification des mesures portant création de téléservices publics. Leur institution soulève plusieurs interrogations : sur leur régime juridique, d'une part ; sur les enjeux relatifs à la protection des données personnelles ou aux droits des administrés, d'autre part.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



352.367 TEL

3.1 Ouvrage



Hattab, Amélie

L'e-administration et la gestion de la relation aux citoyens : l'exemple des services scolaires

Paris : L'Harmattan, 2015. - 145 p. ; 22 x 14 cm



Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, [et du] Secrétariat d'Etat chargé de la prospective et du développement de l'économie numérique auprès du Premier Ministre [établi pour le compte du] *Amélioration de la relation numérique à l'usager : rapport remis à Eric Woerth, Nathalie Kosciusko-Morizet / issu des travaux du groupe "Experts numériques"*

[S.l.] : [s.n.], 2010. - 43-38 p. ; 30 cm.

[En ligne sur Internet](#)

352.357 AME

3.2 Articles

Centre d'analyse stratégique

Comment utiliser les technologies numériques pour poursuivre l'amélioration des relations entre l'administration et ses usagers ?

In : Les notes d'analyse, n° 317, janvier 2013

L'usage des technologies numériques dans les administrations publiques s'est accru ces dernières années, permettant de transformer les relations avec les usagers et d'améliorer l'efficacité administrative. Comment encore mieux utiliser ces outils pour mettre en œuvre des relations avec les usagers plus simples, plus accessibles et plus sécurisées ?

[En ligne sur Internet](#)

E-collectivités des services pour tous

In : La Gazette des communes, des départements, des régions, n° 25/1843, fascicule n°3, 2006, 19 juin, 42 p.

Ce dossier présente des exemples concrets d'e-administration ayant pour vocation de simplifier les rapports entre l'administration et ses usagers. Il contient également un bilan sur la dématérialisation.

Roux, Laëticia

L'administration électronique : un vecteur de qualité de service pour les usagers ?

In : Informations sociales, n° 158, 2010, mars-avril, p. 20-29

Les apports de l'administration électronique à l'amélioration de la qualité de service sont nombreux. Pour autant, l'usage des technologies de l'information et de la communication (Tic) dans la modernisation de l'État permet-il réellement de « reconcevoir » les services pour satisfaire les besoins explicites, implicites ou latents (autrement dit les attentes) des usagers ? L'article montre que, si le taux de satisfaction envers les sites publics est particulièrement

élevé en France, des questionnements demeurent sur la maîtrise des données personnelles, la sécurité des échanges et la fracture numérique.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Sucevic, Périca ; Debies, Elise ; Boutanos, Wassim

Ordonnance relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives

In : Le Courrier juridique des finances et de l'industrie (CJFI), n° 37, 2006, janvier-février, Actualités (cahier 4), p. 1-5

Cet article analyse l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives : champ d'application (définition des autorités administratives et des usagers et citoyens), simplification des démarches effectuées par voie électronique (échanges, demandes d'information, envois d'information, téléservices, accusés de réception, transmission d'information, signature électronique) et sécurité et interopérabilité des systèmes d'information.

Ubaldi, Barbara

L'administration électronique, support de l'innovation dans les services publics

In : Revue française d'administration publique n° 146, 2013, p.449-464

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent un potentiel énorme pour l'innovation dans la façon dont les gouvernements fonctionnent et fournissent des services publics. Les succès dans l'amélioration de la disponibilité et de la qualité des services publics en ligne ont souvent été atteints malgré les défis spécifiques au secteur public. La rapidité du développement des technologies, la complexité des tâches des gouvernements et les nombreux acteurs impliqués dans la conception et la prestation de services illustrent les défis auxquels les gouvernements doivent faire face à travers le monde. Cet article examine les principaux développements dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication qui favorisent l'innovation dans la prestation des services publics et met en évidence quelques-uns des défis qui subsistent.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



4 L'administration électronique : outil de modernisation de l'administration

4.1 Ouvrages

Zoom sur



Algan, Yann ; Cazenave, Thomas (Dir)
L'État en mode start-up : le nouvel âge de l'action publique
Paris : Eyrolles, 2016. - 232 p. ; 22 x 14 cm.

A rebours d'une analyse décliniste de l'action publique et de la place de l'Etat, les auteurs proposent une vision plus positive et indiquent les enjeux de l'innovation sociale et managériale dans la gestion des affaires publiques. L'ouvrage construit son argumentaire autour de plusieurs idées : transformation numérique, association des citoyens, remise en cause d'un modèle uniforme de service public, confiance et responsabilisation de ceux qui ont la charge au quotidien de l'action publique.

351 ETA



Jubert, Francis ; Montfort, Elizabeth ; Stakowski, Robert ; préf. de Renaud Dutreil ; postface d'Eric Woerth

La e-administration : levier pour la réforme de l'Etat

Paris : Dunod, 2005. - XIII-232 p. ; 24 cm. - (Management public)

Cet ouvrage montre comment la e-administration se décline dans différents secteurs (santé, éducation, justice, fiscalité, transports, services de proximité, collectivités territoriales) pour former un des axes majeurs de la réforme de l'Etat.

352.357 JUB



Toussaint, Rémi ; Escande-Vilbois, Sylvie ; Géraud, Nicolas

La transition numérique de l'administration territoriale de l'Etat

Avril 2016. -- Paris : IGA : IGF, 2016. - 258 p. ; 30 cm.

La mission confiée aux inspections avait pour but de contribuer à l'évolution des méthodes de travail internes de l'administration territoriale, dans un contexte de développement des usages du numérique. Le rapport met en évidence les progrès réalisés, notamment dans les relations de l'administration avec les usagers. Mais la transformation numérique doit également s'accompagner d'une modernisation des pratiques internes des administrations. Le cloisonnement des systèmes informatiques des différents ministères et de fortes préoccupations de sécurité sont des freins au développement du numérique. Dans ce contexte, le rapport formule 10 recommandations ayant pour objectif de poursuivre en profondeur la transformation numérique de l'ATE.

[En ligne sur Internet](#)

352.14 TRA



Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du Ministère de l'intérieur (France)

L'E-administration : l'administration en ligne, levier essentiel de la réforme de l'Etat : le paradoxe de la "gouvernance" de l'Internet : une administration sans papier

Paris : Administration, 2005. - 106 p. ; 30 cm. - (Administration, revue de l'administration territoriale de l'Etat ; 207)

352.367 EAD



Babinet, Gilles

Pour un "New Deal" numérique

Paris : Institut Montaigne, 2013. - 51 p. ; 22 cm + 1 fiche de synthèse format marque-page. - (Étude, ISSN 1771-6756)

Cette étude met en lumière l'ampleur des enjeux que représentent le numérique et ses infrastructures pour la modernisation de l'économie et la réforme de l'État français. Les auteurs développent une stratégie durable de soutien à l'économie numérique par le biais de propositions concrètes devant permettre le financement de l'innovation et l'amplification de la révolution numérique par et pour la modernisation de l'action publique. Ils s'appuient sur les deux exemples stratégiques que sont la santé et l'éducation.

303.483 3 BAB



Bertholet, Clément ; Létourneau, Laura

Ubérisons l'Etat : avant que d'autres ne s'en chargent

Paris : A. Colin, 2017. - 216 p. ; 22 cm

Les géants du numérique marchent chaque jour un peu plus sur les plates-bandes des services publics. L'ubérisation de l'Etat peut se révéler une opportunité pour qu'il réponde mieux aux besoins de la société du XXI^e siècle. Les interfaces Etat-citoyens doivent devenir indolores, la production des services publics doit davantage être décentralisée et reposer sur l'intelligence collective

351 BER



Durif, Fabrice

La dématérialisation des échanges : avec le représentant de l'Etat et le comptable public

Voiron : Territorial editions, 2012. - 112 p. ; 30 cm. - (Dossier d'experts ; 610)

Dans le cadre du projet ADELE (administration électronique), les partenaires institutionnels des collectivités locales, en particulier les préfetures et les comptables assignataires, sollicitent de plus en plus la mise en œuvre de procédures de dématérialisation. Après un rappel du contexte juridique et technique, des outils pratiques de dématérialisation des échanges sont proposés notamment pour les bulletins de paie, les pièces de marché publics (passation et exécution), les bordereaux et titres de recette.

352.367 DUR



L'e-administration mutualisée : de la vision à la réalité : l'expérimentation e-Bourgogne. - 99-100

s.l. : s.n, 2007, ISSN = 0997-5551. - 52 p. ; 30 cm

Etat des lieux de la plate-forme d'administration électronique e-Bourgogne, trois ans après sa création.

352.367 091 441 EAD



Eveno, Emmanuel

A la conquête des nouveaux territoires en réseaux : les réalités de l'Internet territorial dans les communes

Voiron : Territorial editions, 2010. - 138 p. ; 29 cm. - (Dossier d'experts)

Bilan du développement local d'Internet sur ces onze dernières années en France. Il s'appuie sur un dispositif mis en place par une association en 2000, Villes Internet. Depuis cette date, 675 collectivités françaises ont obtenu un label, allant de la simple mention Ville Internet jusqu'au classement 5 arobases et ont ainsi contribué à configurer une société de l'information territoriale.

352.16 EVE



Verdier, Henri ; Pezziardi, Pierre

Des startups d'Etat à l'Etat plateforme

Paris : Fondapol, Fondation pour l'innovation politique, janvier 2017. - 56 p.

Depuis 2013, emmenées par des agents publics déterminés, de petites équipes maîtrisant les codes du numérique ont revivifié les valeurs de sens, d'autonomie et de responsabilité trop souvent absentes des grandes organisations. Dans une grande frugalité de moyens, elles ont produit des services publics numériques plébiscités par les usagers. Par analogie avec les méthodes de production et d'organisation des startups, nous les avons appelées « startups d'Etat », même si elles ne visent ni le profit ni l'entrée en bourse. Cette expérience est riche d'enseignements pour la réforme de l'Etat dans son ensemble.

[En ligne sur internet](#)

4.2 Articles



Zoom sur

E-administration et services de l'Etat : dossier

In : Administration [revue de l'administration territoriale de l'Etat], n° 207, 2005, septembre, p. 14-72

Contient : L'administration en ligne, levier essentiel de la réforme de l'Etat / François Copé. Le paradoxe de la "gouvernance" de l'internet / Bruno Oudet, Thierry Gaudin. La Bibliothèque nationale de France : une e-bibliothèque patrimoniale ? / Agnès Saal. Une administration sans papier / Xavier Delomez. Technologies de l'information et de la communication, réseau, et compétitivité territoriale / Pierre Mirabaud. Le haut débit en Provence-Alpes-Côtes d'Azur / Thierry Arpin-Pont. Le projet Chorus [projet SIRH piloté par la Délégation générale pour l'armement] / Louis-Alain Roche. Le projet ADELE [ADministration ELEctronique] / Jacques Sauret et Annie Henrion. Le contrôle de légalité dématérialisé, un nouvel acte pour l'e-administration locale / François Chambon. La dématérialisation des documents "papier" de la chaîne comptable et financière / Alain Foucret. La CDC [Caisse des dépôts et consignation], acteur et intermédiaire / Etienne Combet. Le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie au service des

entreprises / Claude Reisman. Copernic ou la réforme en marche / Patrick Dailhe. Le dossier médical personnel : une réforme originale, un chantier majeur / Dominique Coudreau. Un projet national : la base "élèves" 1er degré / Dominique Tresgots et Bernard Januel. La révolution informatique des Journaux officiels / Jean-Paul Bolufer. Administration électronique et sécurité des systèmes d'information / Eric Caprioli.
Suite d'articles présentant différentes applications de modernisation de l'administration par le biais des nouvelles technologies.

Barabel, Michel

Les médias sociaux au service du marketing territorial : une approche exploratoire

In : Management & Avenir, n°32, 2010 p. 233-253.

Avec la décentralisation, les collectivités territoriales et l'Etat se partagent des compétences qui les obligent à mieux communiquer et à être en phase directe avec leur public qu'elles doivent comprendre et écouter pour mieux répondre à leurs attentes. Le territoire doit alors fédérer les usagers et habitants mais aussi donner un véritable rôle à l'usager. C'est dans ce contexte que le marketing 2.0 fait son apparition : l'usager, devenu acteur a pris le pouvoir sur les territoires qui ne maîtrisent plus totalement leurs stratégies et qui doivent réussir à suivre en temps réel ses administrés. Cet article se propose d'étudier les liens entre territoires et media sociaux.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Benhamou, Salima

Quel est l'impact des TIC sur les conditions de travail dans la fonction publique ?

In : La note de veille, n° 318, Janvier 2013, 14 p.

L'arrivée massive des TIC (technologies de l'information et de la communication) dans la fonction publique modifie en profondeur le travail des agents. Cette note analyse leurs avantages et leurs inconvénients sur les conditions de travail et propose des pistes de recommandations pour parvenir à concilier amélioration des conditions de travail, modernisation des administrations et respect des missions de service public.

Diyani, Régine

La facturation électronique

In : Gestion & finances publiques : la revue, n° 3, 2016, mai-juin, p. 84-93

Régine Diyani, directrice de l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat (AIFE), présente la démarche de mise en place de la généralisation de la facturation électronique prévue par l'ordonnance du 26 avril 2014 et qui constitue un élément important de la transformation numérique au service de la modernisation de la fonction financière de l'Etat.

La dématérialisation dans le secteur public local [Dossier]

in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 4, 2016, juillet-août, p. 9-99

Contient notamment : Les enjeux de la dématérialisation des échanges ordonnateur-comptable dans le secteur local / N. Biquard. La dématérialisation vue par les régions / B. Laurens-Poirout, S. Marchal. Les apports de la dématérialisation en matière de recouvrement des produits locaux / C. Millet, G. Tourpin. La facturation électronique : accélérateur pour la mise en place de la dématérialisation dans une métropole / E. Borel, R. Cléach. Le contrôle du juge des comptes en mode dématérialisé / P. Van Herzele. La formation des acteurs de la dématérialisation du secteur public local / I. Bottein, D. Copin-Perriau, R. Michel.

Résumé : Ce dossier propose un tour d'horizon complet sur la dématérialisation dans le secteur public local.

L'Etat communicant : [dossier]

In : Administration [revue de l'administration territoriale de l'Etat], n° 224, 2009-2010, décembre-janvier, p. 9-124

Contient notamment : De l'écrit à l'écran, la mutation de la communication publique, du papier à l'Internet... / Eric Legale.

L'hôpital numérique : demain, c'est maintenant : [dossier]

In : Cahiers hospitaliers n° 289, 2012, mai p. 5-13

L'hôpital numérique : demain, c'est maintenant / Jean-Noël Cabanis. Programme Hôpital numérique / Félix Faucon. Présentation du programme Hôpital numérique / Laetitia Messner. L'e-administration, un mieux pour tous / Brigitte Minette-Tiberghien.

Ce dossier présente le plan national sur la modernisation des systèmes d'informations hospitaliers encore appelé "programme hôpital numérique", élaboré sur cinq ans par la Direction générale de l'offre de soins (DGOS) en concertation avec les acteurs institutionnels et les acteurs de terrains. Ce projet englobe un plan de financement et vise à améliorer la gouvernance et les compétences liées aux systèmes d'information, ainsi que l'amélioration de l'offre industrielle.

Modernisation de l'Etat : dossier

In : Les Notes bleues de Bercy, n° 320, 2007, 1er au 15 janvier, p. 1-25

Contient notamment : Une application de la modernisation de l'Etat : l'administration électronique.

Roux, Laetitia

Valeurs de service public et administration électronique : un mélange explosif ? Illustration à partir du cas des caisses d'allocations familiales en France

In : Revue internationale des sciences administratives, volume 81, numéro 2, juin 2015

Alors que les TIC sont considérées comme une source majeure de modernisation de l'Etat, des résistances au changement sont parfois observées en ce domaine. Comment l'expliquer ? Cet article s'appuie sur les résultats d'une recherche de huit ans menée dans la branche famille de la sécurité sociale pour montrer que les valeurs peuvent être un élément structurant – accélérateur ou, au contraire, bloquant – dans la mise en œuvre du développement de l'administration électronique. Les constructions de sens élaborées par les managers face aux conflits de valeurs générés ou exacerbés par l'introduction de ces nouveaux outils de gestion sont donc fondamentales pour comprendre le processus de changement.

5 Open Data et Open Government

5.1 Ouvrages

Zoom sur



Grosdhomme Lulin, Elisabeth
Gouverner à l'ère du Big Data : promesses et périls de l'action publique algorithmique
Paris : Institut de l'entreprise, 2015. -- 78 p. ; 30 cm. -- (les notes de l'Institut)
Cette étude invite à explorer comment l'intégration du Big data, des algorithmes et de l'internet dans l'action publique est à la fois facteur de grandes promesses pour chacun d'entre nous (une action publique plus personnalisée et plus préventive), mais aussi facteur de grandes exigences dans l'organisation du service public, la transparence de la décision politique, la préservation des libertés individuelles et enfin la sauvegarde de la souveraineté nationale.
[En ligne sur Internet](#)

352.357 GRO



Sénat
La protection des données personnelles dans l'open data : une exigence et une opportunité : rapport d'information sur l'open data et la protection de la vie privée / par Gaëtan Gorce et François Pillet ; fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale
Paris : Sénat, 2014. -- 85 p. ; 24 cm. (Les rapports du Sénat ; 469)
[En ligne sur Internet](#)

352.357 PRO



Trojette, Mohammed Adnène

Ouverture des données publiques : les exceptions au principe de gratuité sont-elles toutes légitimes ? : rapport au Premier ministre.

Juillet 2013. -- [S.l.] : [s.n.], 2013. -- 121 p. ; 46 p. 2 tomes

Rapport connu sous le nom de "Rapport Trojette". Le gouvernement a réaffirmé "le principe de gratuité de la réutilisation des données publiques" (la demande d'une redevance étant l'exception) et a souhaité "l'étendre aux collectivités, aux délégataires de service public, à la sphère sociale et aux autorités administratives indépendantes". Il a décidé de confier au SGMAP, en lien avec le ministère du budget, la mission d'évaluer les modèles économiques des redevances existantes, notamment en auditant les coûts et les recettes associés. Le présent rapport recense 27 catégories de données soumises à redevance. Le rapport explicite le cadre juridique applicable aux différentes formes de redevances et analyse les raisons qui devraient conduire, à moyen terme, à l'extinction des modèles économiques fondés sur la vente de données brutes.

352.357 TRO 1 et 2



Bourcier, Danièle ; De Filippi, Primavera (Dir.)

Open data & big data : nouveaux défis pour la vie privée

Paris : Editions Mare & Martin, 2016. -- 269 p. ; 21 cm. -- (Droit & science politique, 1962-1175) Actes, 1772-5259)

Analyses des enjeux et des conséquences de l'explosion des données numériques massives en matière de droit public et de protection des libertés fondamentales. Les solutions juridiques, éthiques et politiques sont explorées pour trouver de nouveaux équilibres entre usages, innovation, liberté de la recherche et protection des droits.

346.01 OPE



Broudoux, Evelyne ; Charton, Ghislaine Dir.

Big data, open data : quelles valeurs ? quels enjeux ? : actes du colloque Document numérique et société, Rabat, 2015

Louvain-la-Neuve : De Boeck ; Paris : ADBS, 2015. - 282 p. ; 24 x 16 cm. - (Information & stratégie, 2295-3825)

Cet ouvrage explore les phénomènes du Big Data et de l'Open Data, enjeux majeurs pour nos sociétés qui relèvent de nombreux défis, technologiques, organisationnels, économiques, juridiques. La deuxième partie, notamment, met en perspective les enjeux politiques et économiques que soulève l'accessibilité ouverte et massive des données. Via différentes études de cas, elle passe en revue plusieurs politiques d'open data et s'intéresse tout particulièrement aux institutions et au développement d'un modèle de plate-forme de diffusion de données comme instrument de gouvernance urbaine. Elle interroge également les infrastructures informationnelles et les processus de gestion de l'information publique et approfondit le phénomène du Big Data dans le domaine de la prévention santé.

005.7 BIG



Chignard, Simon

L'open data : comprendre l'ouverture des données publiques

Limoges : FYP, 2012. - 191 p. ; 21 cm. - (Entreprendre)

L'ouverture et le partage des données publiques est un mouvement sociétal mondial qui présente un enjeu démocratique et socio-économique majeur. L'auteur explique comment doit être utilisé l'open data par les institutions, les entreprises et les citoyens pour devenir un levier de croissance dans les domaines économiques, culturels et sociaux.

352.357 CHI



École nationale des ponts et chaussées (France)

Pour une politique ambitieuse des données publiques : les données publiques au service de l'innovation et de la transparence : rapport à la Délégation aux usages de l'Internet, dans le cadre du portail Proxima Mobile de services aux citoyens sur terminaux mobiles

[S.l.] : [s.n.], 2011. - 111 p. : ill. ; 30 cm

Ouvrir l'accès aux informations publiques, c'est avant tout rapprocher la puissance publique des citoyens. Les évolutions technologiques récentes ont placé le sujet de l'ouverture et la réutilisation des données au cœur de l'action publique. L'Open data, selon l'expression anglo-saxonne particulièrement usitée, permet d'inventer de nouveaux usages et de nouvelles applications utiles aux citoyens. Ce rapport se compose de trois grandes parties : 1. Open data : contexte et enjeux d'une question sociétale ; 2. Etat des lieux de la réutilisation des données publiques en France ; 3. Comment favoriser la réutilisation des données publiques ?

352.357 POU



Fouilleron, Antoine

Les échanges de données réalisées à titre onéreux entre les administrations : rapport au Premier ministre

Paris : Premier ministre, 2015. -- 177 p. ; 30 cm

Près de 20 millions d'euros : c'est le montant des dépenses publiques consacré en 2014 à l'achat de données entre administrations. La mission avait pour but d'établir une cartographie de ces transactions financières, d'analyser les mécanismes susceptibles de s'y substituer, et d'explorer les solutions de nature à simplifier les échanges de données entre administrations.

[En ligne sur Internet](#)

005.7 FOU



Kober, Vincent ; Chassagne, Claudine Dir.

Open data : ouverture, exploitation, valorisation des données publiques

Voiron : Territorial editions, 2014. - 100 p ;

Avec la donnée numérique, les relations entre acteurs publics, privés et usagers évoluent radicalement. Dans cette nouvelle "économie de l'immatériel", les instances publiques européennes et françaises s'engagent sur une politique de mise à disposition et de réutilisation des données publiques. Après un emballement médiatique porteur de promesses et d'espoirs, il s'agit de répondre aux nombreuses questions techniques, organisationnelles, juridiques et économiques posées par cette démarche. C'est un défi pour les gestionnaires des systèmes d'information et une opportunité pour repositionner la donnée et sa valeur ajoutée au centre de la réflexion.

352.367 KOB



Lejeune, Yannick Dir.

Big, fast, open, data : décrire, décrypter et prédire le monde : l'avènement des données

Limoges : Fyp éditions, 2014. 191 p. ; 21 x 16 cm. -- (Innovation, 1961-8328)

Voir plus particulièrement le chapitre 3 intitulé « Société et gouvernance »

384.3 BIG



Lévy, Jean-Daniel

Les Français, l'e-administration, l'enregistrement des données personnelles en ligne et l'Open Data - Baromètre pour Berger Levrault

Paris : Harris Interactive, 2012. - ; 33 p. ; 30 cm

352.357 LEV



Serp, Bertrand

Rapport sur les dispositifs d'accompagnement des collectivités locales à l'ouverture des données publiques : à l'attention de Madame la ministre Axelle Lemaire, Secrétaire d'État en charge du Numérique et de l'innovation et de Madame la ministre Estelle Grelier, Secrétaire d'État en charge des Collectivités territoriales

Version du 17 octobre 2016. -- [S.l.] : [s.n.], 2016. -- 57 p. : ill. ; 30 cm.

La généralisation de l'ouverture des données publiques dans les collectivités locales a été prévue à l'horizon 2018. Réalisé avec le concours de la mission Etalab, ce rapport a été commandé à l'association Open Data France en juillet 2016, notamment en lien avec la loi pour une République numérique qui prévoit, pour les collectivités locales de plus de 3 500 habitants, une obligation d'open data par défaut.

352.367 SER

5.2 Articles



Zoom sur

L'administration ouverte et l'open data : actes du colloque du 12 juin 2015 : dossier

in : Les Cahiers de la fonction publique, supplément au n° 357, 2015, juillet-août, 24 p.

Contient : Propos introductifs / William Gilles. L'open data pour associer les habitants aux décisions de la collectivité / Jean-Christophe Elineau. Données de santé : l'ouverture des données de la caisse nationale d'assurance maladie / Claude Gissot. Table ronde : participation et transparence : comment mettre en place ces piliers de la gouvernance ouverte ? / Laure Lucchesi, Serge Daël, Laurence Monnoyer-Smith, Thierry-Xavier Girardot, Laure de la Bretèche. Co-produire la base adresse nationale avec les citoyens / Christian Quest. Ouverture, co-production, datasiences : la donnée au coeur de la modernisation de l'action publique / Henri Verdier, Paul Duan, Sandrine Mathon, Jean-Philippe Clément, Bertrand Vincent. Clôture / Thierry Mandon.

Les données publiques, un nouvel eldorado ? : [dossier]

In : Regards sur l'actualité, n° 370, 2011, avril p. 8-53

Contient : Etalab, vers un portail data.gouv.fr / entretien avec Séverin Naudet (directeur de la mission Etalab). Données publiques : un enjeu émergent / Emmanuel Marcovitch. Données publiques : pour des décisions publiques éclairées / entretien avec Tangui Morlier. Étude de droit comparé sur l'accès aux documents administratifs / Constanze Lademann. Le 21 février 2011, le Premier ministre, François Fillon, a créé par décret la mission Etalab chargée de mettre en place data.gouv.fr, portail interministériel de la mise à disposition des données publiques, mission préconisée depuis le lancement en 2008 du plan France numérique 2012. Avec une ouverture du portail prévue pour fin 2011, la France va rejoindre le courant de l'Open Data et de l'Open Government initié aux États-Unis. C'est sur la question de leur réutilisation que se concentrent les enjeux d'une mise à disposition large et aisée des données publiques. Standardisation technique, question de coûts,... les données publiques constituent un enjeu émergent. Ce dossier présente également une comparaison de la législation relative à l'accès aux documents administratifs en Suède, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne et aux États-Unis.

Les enjeux de l'open data : [dossier]

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA), n° 2, 2016, 25 janvier, p. 78-107

Contient : Open data : "l'ouverture, c'est l'aventure" / Philippe Yolka. Les expériences étrangères d'ouverture de l'accès aux données publiques / Aurélien Antoine. L'open data et le droit de l'Union européenne / Laurent Teresi. L'Etat et la politique d'ouverture en France / Henri Verdier, Suzanne Vergnolle. La mise à disposition de leurs données publiques par les collectivités territoriales / Stéphane Manson. Les limites de l'open data / Lucie Cluzel-Metayer. Depuis la fin des années 1970, l'administration a renoncé au secret avec, notamment, la loi sur l'accès aux documents administratifs. Mais le mouvement d'open data, engagé au plan international et traduit dans pas moins de trois lois votées en 2015, constitue un nouveau paradigme. L'Etat s'est, depuis plusieurs années, lancé dans cette politique encouragée par l'Union européenne. Et il incite fortement les collectivités territoriales à suivre le mouvement. Pour autant, des questions sérieuses se posent. D'abord au regard de la protection des données personnelles et de la vie privée. Ensuite, le principe de gratuité ne fait pas l'unanimité, tandis que les droits de propriété intellectuelle constituent des freins naturels à l'open data.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Bourcier, Danièle ; De Filippi, Primavera

L'Open Data : universalité du principe et diversité des expériences ?

In : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales n° 38, 2013, 16 septembre p. 11-19

Après une définition de l'open data, l'article analyse plus spécifiquement les données publiques (government data) et leurs caractéristiques dans différents pays ainsi que la portée géopolitique mais aussi socio-économique de la mise à disposition des données publiques et les effets sur la notion même de modèle administratif (du face à face vers un modèle d'interactions). L'article dresse un panorama des diverses approches en s'appuyant plus particulièrement sur les expériences anglo-saxonnes et françaises. La notion de licence ouverte sous-jacente au modèle français est explicitée.

Chengcheng Liu, Aviva

Two faces of transparency : the regulations of people's Republic of China on open government information

In : International journal of public administration, vol. 39, n° 6, 2016, p. 492-503

La République populaire de Chine a promulgué le premier règlement d'information du gouvernement ouvert à l'échelle nationale en 2007 (OGIRs). Les règlements protègent le droit de savoir et assurent la surveillance publique des citoyens chinois. Cette analyse vise à expliquer comment et pourquoi le gouvernement chinois intègre les valeurs universelles de transparence et de responsabilité dans son système politique complexe. L'article fournit d'abord un cadre théorique de la transparence gouvernementale et une feuille de route rapide de l'OGIRs ainsi que des précisions sur les mécanismes externes (la transmission des informations aux citoyens) et internes (le contrôle hiérarchique des organismes d'État-parti et des fonctionnaires). OGIR partage les valeurs de transparence externe et des missions législatives de la US Freedom of Information Act (FOIA). Cependant, le gouvernement chinois adapte la divulgation d'informations pour répondre à l'exigence institutionnelle qui consiste à renforcer les mécanismes de responsabilisation interne, le maintien de l'autorité et la légitimité de l'État-parti.

Heurtaux, Arlette

Royaume-Uni : open government, l'information au service de la performance ?

In : Gestion publique réactive n° 47, 2012, juillet-août 2 p.

Dès son entrée en fonction, en mai 2010, le gouvernement de David Cameron a fait de la transparence gouvernementale un axe majeur de sa politique. Indépendamment des bénéfices attendus de l'"open data" en termes de croissance, la "libération de l'information" est conçue Outre-Manche comme le fer de lance d'une meilleure gestion publique, plus économe et plus performante, car placée sous le contrôle direct des usagers. Deux ans après le lancement de sa politique "d'open government", le gouvernement Cameron dresse un premier bilan, pour en cerner avancées et inconvénients.

La jurisprudence dans le mouvement de l'open data : actes du colloque à la Cour de cassation 14 octobre 2016

In : La semaine juridique. Edition générale supplément au n° 9, 2017, 27 février p. 5-101

Contient notamment : Libre réflexion sur le droit dit "de l'Open data". Origine, contours et évolution dans le cadre du droit de l'Union européenne / William Gilles. L'Open data et la jurisprudence / Laure Lucchesi. Informatique judiciaire et perspectives de l'Open data pour les juridictions / Thomas Lesueur. La gratuité des données publiques / Mohammed Adnène Trojette. Open data et juge administratif / Christian Vigouroux. Données personnelles, droit à l'oubli et droit à l'information du public / Anne Debet. L'ouverture des données judiciaires, attentes et initiatives / Edouard Geffray. Ouverture des bases de données de jurisprudence et protection des données sensibles / Nathalie Metallinos. La diffusion de la jurisprudence en Europe : jusqu'où anonymiser les décisions de justice ? / Bénédicte Fauvarque-Cosson. Le service public de la diffusion du droit / Bertrand Munch. L'édition juridique et la diffusion du droit / Guillaume Deroubaix. Une histoire de jurisprudence / Fabienne Waechter

Ma-Dupont, Virginie

Russie : de la Glastnost à l'Open government, les progrès réalisés en matière de transparence

In : Note réactive, n°79, 2015, décembre, 3 p.

La Russie s'ouvre à l'open data depuis un moment déjà. Cela a commencé en 2002 avec le lancement du programme fédéral "Russie électronique" et ce mouvement initié n'a fait qu'évoluer depuis, notamment en 2011 avec le programme "Big government" initié par le président Medvedev. Cette ouverture des données oblige les administrations à plus de clarté dans la transmission des données pour simplifier leur exploitation future.

[En ligne sur Internet](#)

Marchand, Jennifer

L'open data, la réutilisation des données publiques entre exigence démocratique et potentiel économique ?

In : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales n° 7, 2014, 17 février p. 25-31

Après avoir retracé l'histoire du mouvement d'ouverture et de réutilisation des données publiques aux Etats Unis et en Europe et analysé le corpus juridique français, l'article décrit l'influence de l'open data sur le processus démocratique et concomitamment le risque potentiel sur les données à caractère personnel qui le sous-tend. Dans une seconde partie, c'est le potentiel de valorisation économique qui est détaillé (synergie, réutilisation notamment avec la question de la gratuité et de la valorisation des propriétés immatérielles).

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Open et big data : [dossier]

In : Informations sociales, n° 190, 2015, Juillet-août, 123 p.

Contient notamment : Open et big data dans les organisations administratives / Pierre-Yves Baudot, Guillaume Marrel, Magalie Nonjon. Au-delà de l'ouverture des données, ce qui est en jeu, c'est l'ouverture de la décision / Henri Verdier, Pierre-Yves Baudot. Un air de famille : les trajectoires parallèles de l'open data et du big data / Samuel Goëta. L'infobésité et les risques de la surinformation / Alain Vulbeau. Les enjeux économiques de l'ouverture des données : pas de marché, pas de valeur / Louis-David Benyayer et Simon Chignard. Open data et recomposition du gouvernement urbain : de la donnée comme instrument à la donnée comme enjeu politique / Antoine Courmont. La plate-forme "data.gouv.fr" ou l'open data à la française / Clément Mabi. Ouverture des données de santé : l'expérience de l'Assurance maladie / Hélène Caillot. L'abondance et ses revers. Big data, open data et recherches sur les questions sociales / Etienne Ollion. Promesses et risques de l'open et du big data : les réponses du droit / Laurent Cytermann. L'organisation de la statistique publique en France / Pierre Grelley. L'engagement de la branche famille dans la démarche d'open data. S'inscrire dans un mouvement national et européen / Brigitte Debras. Care.data : une expérience d'économie politique des données de santé en Angleterre / Stephen Wyber.

L'open data, ou données ouvertes, est défini comme un mouvement d'ouverture des données administratives qui participe à la réforme de l'État. A l'inverse, la notion de big data, encore appelé données massives, souvent associée au terme d'open data, relève d'une toute autre démarche. Celle-ci vise à exploiter sous un angle nouveau des données créées à l'origine pour une finalité déterminée. Le big data désigne également le travail d'enrichissement des données par leur croisement, par exemple en appariant différentes sources statistiques pour lier l'observation de comportements d'usage et des données sur le profil socio-économique des personnes. Les articles de ce dossier cherchent tout d'abord à comprendre les raisons de l'ouverture des données mais aussi à évaluer l'impact de ce mouvement sur les acteurs de l'action publique (1^{ère} partie). Le soutien politique à cette démarche est motivé par la relégitimation des pratiques de gouvernement que permettrait l'ouverture des données, celles-ci rendant plus transparente l'action des pouvoirs publics (2^{ème} partie). Les opérations d'informatisation nécessaires à la production de données de qualité impliquent une transformation des modalités d'organisation et des périmètres professionnels des administrations comme de leur contrôle. La spécificité du secteur social en matière d'ouverture des données publiques et d'usage des données massives peut ainsi être interrogée tant sur le plan juridique qu'économique (3^{ème} partie).

Petit, Cyrielle

Australie : "open government" au "gouvernement 2.0"

In : Gestion publique réactive, n° 37, 2011, décembre, 2 p.

Grâce à son adoption anticipée des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans les années 1980, l'Australie bénéficiait déjà d'un statut de chef de file mondial de l'administration électronique. En faisant de l'association des citoyens à la prise de décision une priorité de son programme politique, elle ambitionne aussi de compter parmi les pays précurseurs en matière de gouvernement 2.0.

Nam, Taewoo

Les opinions des citoyens à propos de la gouvernance ouverte et du gouvernement 2.0

In : Revue internationale des sciences administratives (RISA), vol. 78, n° 2, 2012, juin, p. 367-391

Les technologies Internet de deuxième génération (web 2.0) sont susceptibles de modifier la façon dont l'Etat offre ses services et gère ses relations avec le public. Elles permettent une interaction bilatérale entre l'Etat et les citoyens par le biais de commentaires en ligne, de chats en direct et autres fils de discussion. Malgré des attentes prometteuses en matière de gouvernement 2.0, sa situation est quelque peu controversée. Dans cet article, l'auteur analyse l'évolution du gouvernement électronique vers la gouvernance ouverte et le gouvernement 2.0 et s'intéresse aux opinions et aux perceptions des citoyens américains vis-à-vis de ces nouveaux outils technologiques en analysant les résultats de l'enquête nationale du Pew Research Center (2009, Government Online).

Ouverture des données : Suisse. Le big data au service de l'intérêt général

In : Acteurs publics, n°100-101, novembre-décembre 2013, p.96-98

Focus sur la politique d'Open data suisse qui se signale par son caractère systématique et sa volonté de coordonner l'ensemble des administrations et des données concernées en homogénéisant standards, méthode, priorisation des

données à ouvrir et modèle de financement. Cette interconnexion ne peut que renforcer la valeur ajoutée attendue de l'ouverture des données.

Schultz, Sönke E.

Aktuelle Entwicklungen im Informationszugangsrecht - erreicht "Open Data" den Gesetzgeber ?

In : Verwaltungsarchiv, 104 Heft 3, 2013, August, p. 327-343

Cet article propose un aperçu des développements juridiques en matière d'ouverture des données dans les administrations publiques allemandes, avec un point particulier sur la loi relative à la gestion de l'information et au droit de l'information, le cadre juridique de l'Open Data ainsi que la primauté de l'intérêt public.

Ubaldi, Barbara

Open government data : towards empirical analysis of open government data initiatives / Barbara Ubaldi

In : OECD working papers on public governance n° 22, 2013, 60 p. Bibliogr. p. 55-57

Les initiatives d'ouverture des données publiques (open data), et en particulier le développement de portails de données publiques, ont connu un essor important au milieu des années 2000. Ce phénomène concerne aussi bien les pays de l'OCDE que les autres, et peut être observé à divers niveaux de gouvernement, central ou local. Cet article met en lumière les principes généraux des initiatives d'ouverture des données publiques, ainsi que les défis qui se posent lors de leur mise en place. Il souligne les opportunités que représentent ces initiatives pour les décideurs et les dirigeants, tout en alertant sur les challenges que l'open data représente pour le secteur public. L'objectif de cette étude est de proposer un cadre pour l'analyse empirique des initiatives d'ouverture des données publiques, en amont et en aval de ces actions. Ceci doit permettre de déterminer leur impact et d'identifier la valeur ajoutée qu'elles apportent, ainsi que de recenser les bonnes pratiques afin de les généraliser.

Wirtz, Bernd ; Birmeyer, Steven

Open government : origin, development , and conceptual perspectives

In : International journal of public administration, vol. 38, n° 5, 2015, avril

Le terme de gouvernement ouvert a été utilisé par Barack Obama dans un mémorandum en mars 2009. Cette notion a très vite attiré l'attention. Elle est largement utilisée et ne signifie pas toujours la même chose, cela dépend des auteurs. Cet article se propose de parcourir la littérature pour en extraire une définition précise et lui donner un cadre.

Sites internet

- [Blog de la mission Etalab](#)
- [Data.gouv.fr](#). Plateforme ouverte des données publiques françaises
- [OpendataFrance](#), contient une partie « documentation » très riche

6 Enjeux juridiques



Zoom sur



Droit de l'administration électronique : des nouveaux droits pour les usagers, des nouvelles règles pour les agents.

Bruxelles : Bruylant, 2011. - 592 p. ; 24 cm

1er colloque international "Droit de l'administration électronique"

Le droit de l'administration électronique traduit la mutation du droit administratif à l'épreuve des téléprocédures et des téléservices. L'administration moderne est confrontée aux applications du droit du numérique : protection des données, droit de la propriété intellectuelle, accès des usagers à l'administration en ligne, équivalence du papier et du numérique, traçabilité.

352.367 DRO



Sénat

Refonder le droit à l'information publique à l'heure du numérique : un enjeu citoyen, une opportunité stratégique : rapport d'information. Tome I, Rapport / Jean-Jacques Hyst, Corinne Bouchoux ; fait au nom de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques

Paris : Sénat, 2014. -- 215 p. ; 24 cm. -- (Les rapports du Sénat ; 589)

[En ligne sur Internet](#)

352.357 REF



Truche, Pierre; Faugère, Jean-Paul ; Flichy, Patrice

Administration électronique et protection des données personnelles : livre blanc : rapport au ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat

Paris : La Documentation française, 2002. - 131 p. ; 24 cm. - (Collection des rapports officiels)

[En ligne sur Internet](#)

004.026 TRU

6.1 Ouvrages



Les collectivités publiques à l'épreuve des technologies de l'information.

Paris : Victoires, 2011. - 134 p. - (Legicom, revue thématique de droit de la communication ; n° 47, 2011)

Un point sur le droit applicable aux collectivités publiques communicantes en mettant en perspective les sujets d'actualité tels que l'utilisation des réseaux sociaux, d'Internet, la réduction de la fracture numérique ou les enjeux de l'éco-communication.

352.357 COL

6.2 Articles

Barbry, Eric

Loi pour une République numérique : quel impact sur les collectivités territoriales ?

In : Les cahiers juridiques de la Gazette n° 197, 2016-2017, décembre-janvier p. 31-32

Ce texte de loi fixe en particulier le droit de l'open data (ouvertures des données publiques dans une logique de modernisation de l'administration et de transparence dans les relations avec les administrés) et celui des plateformes, notamment les acteurs de l'économie participative. Ce texte apporte enfin des précisions sur la protection des

données à caractère personnel. Pour information, cet article est suivi d'une interview de monsieur Jean-Marie Bourgogne, délégué général d'OpenData France.

Cantéro, Anne ; Boytchev, Sophie

Quelles avancées juridiques en matière d'"administration électronique" ?

In : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales, n° 45, 2005, 7 novembre, p.1639-1642

Les téléprocédures et les téléservices se multiplient (carte Sesam-Vital, télédéclarations auprès de l'URSSAF et de l'administration fiscale, appels d'offre...). Ces procédures de dématérialisation des actes administratifs concernent l'Etat et les collectivités locales et modifient le rapport avec les usagers de l'administration. Cette étude fait le point sur les dernières avancées juridiques en présentant le cadre général de l'administration électronique, et le cadre spécifique de la légalité électronique.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Coignac, Anaïs

E-barreau et dématérialisation des procédures : "on ne va pas faire une justice virtuelle »

In : La semaine juridique. Edition générale, n° 3, 2010, 18 janvier, p. 14-17

Depuis septembre 2007 un système de communication électronique entre avocats et juridictions se met en place via l'e-barreau. Cette réforme prévoit la consultation et l'échange en ligne d'informations sur les dossiers en cours ainsi qu'une dématérialisation des procédures juridictionnelles. L'auteur revient ici sur cette modernisation technologique et culturelle du fonctionnement de la justice en évoquant les inquiétudes soulevées et les intérêts pour les justiciables.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Grynbaum, Luc

Loi "pour une République numérique" : ouverture des données et nouvelles contraintes

In : La semaine juridique. Edition générale, n° 43-44, 2016, 24 octobre, p. 1956-1958

L'auteur analyse les mesures de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 : elle met en place l'ouverture des données publiques, le droit à l'oubli numérique, elle organise la "mort numérique" ; la loyauté des plateformes et la portabilité des données sont imposées aux opérateurs. Elle contient en outre un volet « accessibilité », tant à la couverture mobile qu'aux services publics numériques.

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Ray, Jean-Emmanuel

A propos de la révolution numérique : Actualités des TIC (mai-septembre 2012). Première partie

In : Droit social, n° 10, 2012, Octobre, p. 934-939

L'auteur rappelle les bienfaits et méfaits d'internet et surtout des réseaux sociaux, présents dans la vie privée et professionnelle des citoyens et salariés. Il insiste plus particulièrement sur la notion de liberté d'expression du salarié sur la toile, en citant des cas de jurisprudences récents.

Ray, Jean-Emmanuel

A propos de la révolution numérique : Actualités des TIC (mai-septembre 2012). Seconde partie

In : Droit social, n° 11-12, 2012, Novembre-décembre, p. 1027-1038

La première partie de cet article publiée dans le numéro d'octobre faisait le point sur les réseaux sociaux internes et externes, mettant en avant la subordination verticale engendrée par le Web 2.0. Ce second article délivre la jurisprudence en matière de cybersurveillance et de harcèlement courriel, mais également les questions juridiques nouvelles liées à la révolution numérique ayant trait à la protection des données personnelles et à la défense des libertés individuelles.

Sablière, Pierre

Nul n'est-il censé ignorer internet ?

In : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA), n° 3, 2010, 1er février, p. 127-133

Le "Journal officiel" doit-il passer du support papier au support électronique ? De façon exclusive ou non ? Internet facilite-t-il l'accès des usagers et des personnels aux administrations ? Actuellement, force est de constater que l'accès au droit légitime assurément le recours de plus en plus marqué à internet pour la diffusion des textes officiels

et l'amélioration des relations avec les administrations et les services au public, mais ceci ne peut se faire au détriment du principe d'égalité. L'auteur s'interroge ici sur les bienfaits de cette évolution ainsi que sur les mesures de nature à assurer les transitions nécessaires.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Teresi, Laurent

Observation sur la directive n°2013-37/UE du 26 juin 2013 sur la réutilisation de l'information du secteur public

In : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales, n° 7, 2014, 17 février p. 32-39

La directive 2013-37/UE portant sur la réutilisation des informations publiques dans les pays de l'Union européenne apporte une modification substantielle pour certains pays membres mais ses changements restent limités pour la France pour laquelle la transposition de la directive 2003/98/Ce a donné une ossature structurante au mouvement d'open data. La directive, son contexte et sa transposition en droit national sont présentés.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :



Türk, Alex

La CNIL et l'administration électronique

In : Administration [revue de l'administration territoriale de l'Etat], n° 207, 2005, septembre, p. 77-79

L'administration électronique étant au cœur des politiques de réforme de l'Etat, des programmes ambitieux se sont mis en place : généralisation des formalités administratives en ligne, possibilité d'accéder à ces téléservices via un site portail personnalisé, développement de dispositifs d'identification et d'authentification reposant sur la signature électronique... Ces projets se traduisant par le développement d'interconnexions, voire par la constitution de bases de données centralisées, ils doivent être mis en œuvre dans le respect des principes de protection des données. La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) y veille.

Sites internet

- [La réutilisation des informations publiques](#) / Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA)
- [Commission nationale de l'Informatique et des libertés – CNIL](#)

7 Enjeux européens



Zoom sur



Capgemini for the European Commission. Directorate general for information society and media (prepared by)
The user challenge : benchmarking the supply of online public services : 7th measurement, september 2007

Diegem : Capgemini Belgium, 2007. - 122 p. : 30 cm

Etude sur le développement des services publics en ligne dans les pays de l'Union européenne (considérations générales et une fiche par pays).

004.678 94 USE



Hubert, Jean-Michel

Perspectives pour une Europe numérique : rapport au Premier ministre

[S.l.] : [s.n.], 2010. - 25 p. ; 30 cm.

[En ligne sur Internet](#)

004.65 HUB



Nixon, Paul G. ; Koutrakou, Vassiliki N. ; Rawal, Rajash (sous la direction de)

Understanding e-government in Europe : issues and challenges

Londres ; New York : Routledge, 2009. - 322 p. ; 24 cm

352.367 094 nix

7.1 Ouvrages



Frissen, Valerie ; Millard, Jeremy ; Huijboom, Noor... [et al.] ; edited by David Osimo, Dieter Zinnbauer, Annaflavia Bianchi

The future of eGovernment : an exploration of ICT-driven models of eGouvernement for the EU in 2020

Luxembourg : OPOCE, 2007. - 127 p. ; 30 cm. - (JRC Scientific and technical reports, 1018-5593)

[En ligne sur Internet](#)

352.367 094 FUT



Huijboom, Noor ; van den Broek, Tijs ; Frissen, Valerie... [et al.] ; editors Yves Punie, Gianluca Misuraca, David Osimo

Public services 2.0 : the impact of social computing on public services

Luxembourg : OPOCE, 2009. - 132 p. ; 30 cm. - (JRC scientific and technical reports, ISSN 1018-5593)

[En ligne sur Internet](#)

352.367 PUB



STERIA

Beyond efficiency

Issy-les-Moulineaux : Steria, 2012. -- 35 p. : ill. ; 30 cm. -- (Public administration transformation)

Steria est une société de services spécialisée en ingénierie informatique, qui travaille en direction des entreprises privés comme des organismes publics. Cette étude dresse un tableau des métamorphoses que les technologies de l'information peuvent et doivent entraîner dans les administrations des pays de l'Union européenne. Elle décrit les pivots de l'administration électronique et explicite les concepts que sont le gouvernement centré sur le citoyen, la simplification, la participation publique, le pouvoir citoyen, le partage d'information et l'innovation. L'ensemble de ces projets et ambitions sont soutenus et encouragés par la Commission européenne, qui œuvre à la mise en place d'un environnement juridique favorable à ces développements au sein des pays membres de l'UE.

352.367 094 BEY



Study on collaborative production in eGovernment : Smart 2010-0075 : final report. Part 1, collaborative production in eGovernment : practice and implications / David Osimo, Katarzyna Szkuta, Roberto Pizzicannella [et al.]

Thurcaston : Tech4i2, 2012, 98 p. : ill. en coul. ; 30 cm.

Tech4i2 est une société de conseil spécialisée dans l'utilisation des nouvelles technologies dans le but de faciliter l'action publique, le fonctionnement des services publics, les opérations de benchmarking ou l'évaluation de la performance. Elle s'adresse aux secteurs public et privé. Cette étude, réalisée pour la Commission européenne, a pour objectif de définir la notion de gouvernement électronique participatif et d'étudier comment les pays de l'Union européenne se positionnent sur ce point, notamment par rapport aux États-Unis et à l'Australie qui ont largement développé l'administration électronique. Les auteurs étudient les pierres d'achoppement et les moteurs du gouvernement électronique en Europe ; ils expliquent l'importance que son développement revêt, notamment en termes socio-économiques ; ils émettent des propositions pour développer les avantages du cybergouvernement. L'étude s'appuie sur des exemples de politiques publiques ainsi que de mises en œuvre concrètes de projets. Elle tient compte des deux principaux volets que constituent l'ouverture des données publiques - ou open data - d'une part, et la mise en place de services publics ouverts et collaboratifs d'autre part.

352.367 094 STU



Union européenne. Cour des comptes

Les projets d'administration en ligne soutenus par le FEDER ont-ils été efficaces ? / Cour des comptes européenne. - Luxembourg : OP, 2011. - 52 p. ; 30 cm. - (Rapport spécial ; 9)

352.367 094 PRO

7.2 Articles

L'administration électronique mutualisée : un aperçu de pratiques européennes innovantes

In : La Gazette des communes, des départements, des régions, n° 24/1842, Cahier détaché n° 3, 2006, 12 juin, p. 292-322

Bilan des pratiques européennes innovantes en matière d'administration électronique territoriale réalisé par des élèves administrateurs territoriaux de l'INET. Trois critères ont guidé la sélection des expériences analysées : projets incluant plusieurs niveaux de collectivités et intéressant des entités publiques différentes, mutualisation forte entre partenaires du projet et recul sur expérience.

Ruffat, Jean

La société de l'information en devenir : les progrès dans la mise en place de l'"e-gouvernement" : entretien avec Madame Agnès Bradier, chef d'unité adjointe de l'unité "e-gouvernement", Commission européenne, Direction Générale de la société de l'information et média

In : La lettre du Management Public (LMP), n° 63, 2006, mai-juin, p.1-3

Présentation de la politique de l'Union européenne visant à développer l'administration en ligne et le "gouvernement électronique".

Torres, Lourdes ; Pina, Vincente ; Acerete, Basilio

E-governance developments in European union cities : reshaping government's relationship with citizens

In : Governance, vol. 19, n° 2, 2006, avril, p. 277-302

L'utilisation d'Internet permet de développer les relations entre les gouvernants et leurs administrés. Cet usage s'est particulièrement développé au niveau local, mais cela n'a pas pour autant apporté plus de démocratie dans les relations entre les administrations et leurs usagers, ni de participation renforcée de ces derniers aux décisions politiques

Accès réservé aux publics de l'Ecole :

Wiley Online Library

Sites internet

➤ [Eforum](#)

eForum est une association visant à favoriser les échanges d'idées et de bonnes pratiques entre ses membres en matière de e-gouvernement. Le site propose des actualités et des informations sur les projets menés en ce sens dans de nombreux pays européens.

➤ **Egovernment in Europe sur le site de la [Commission européenne](#)**

Informations et ressources sur le eGovernment dans l'Union européenne : actualités, études, publications...

➤ **Programme ISA sur le site de la [Commission européenne](#) (Interoperability Solutions for European Public Administrations)**

Projets, publications, informations sur diverses actions menées au niveau de l'UE autour de ce programme dont l'un des objectifs est de développer des services et solutions pour permettre aux administrations nationales et européennes de communiquer électroniquement et d'offrir ainsi des services publics modernes.

➤ **[EPractice](#)**

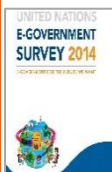
Portail de l'Union européenne consacré à l'e-gouvernement (mais aussi à l'inclusion numérique et à l'e-santé) en Europe, et permet le partage d'expériences et le recueil d'informations en la matière. Le site propose des actualités, publications et cas.

8 Comparaisons internationales



Zoom sur

Quelques lectures clés



Nations-Unies. Département des affaires économiques et sociales
E-government survey 2014 : E-Government for the future we want

New York ; Geneva : United Nations, 2014, 265 p. ; 30 cm.

Contient notamment : World e-government rankings. Progress in online service delivery. E-participation. Whole of government and collaborative governance. Mobile and other channels for inclusive multichannel service delivery. Bridging the digital divide. E-Government for the post-2015 era : the usage perspective. Open Government data.

352.367 EGO



Nations-Unies. Département des affaires économiques et sociales
Compendium of innovative E-government practices

New York ; Geneva : United Nations, 2009. - n. p. ; 23 cm

Ce document propose un inventaire d'initiatives dans le domaine de l'e-administration. 145 cas sont présentés dans 56 pays.

[En ligne sur Internet](#)

352.367 com



Organisation de coopération et de développement économiques
Rethinking e-government services : user-centred approaches / Organisation for economic co-operation and development

Paris : OCDE, 2009. - 239 p. ; 23 x 16 cm. - (OECD e-government studies, ISSN 1990-1062)

Contient notamment en annexes, des études par pays sur les pratiques et expériences d'administration électronique centrées sur l'utilisateur.

352.367 REF

8.1 Ouvrages



Administrasjons- og kyrkjedepartementet. - Digitizing public sector services : Norwegian eGovernment program / Norwegian ministry of government administration, reform and church affairs

[S.l.] : Norwegian ministries, 2012, 59 p. : ill. ; 30 cm.

Ce rapport officiel émanant du ministère norvégien de l'administration publique et de la réforme présente le programme d'administration électronique de la Norvège. L'utilisation par l'administration d'internet et des outils électroniques doit permettre à la Norvège d'améliorer ses services publics et de les rendre plus efficaces, tout en réduisant les coûts. Le rapport présente les projets, les ambitions, les réalisations, mais il explicite également les décisions stratégiques, les prérequis au programme, les avantages tirés par les administrés et par l'administration elle-même. Il décrit le programme selon les divers domaines d'application (travail, santé, impôts, éducation etc.) du gouvernement électronique

352.367 GER



Charrat, Hassan ; sous la direction de Bertrand du Marais ; ENA, Direction de la Formation, CIC-CIAP, 2010-2011

L'administration électronique : un enjeu pour la modernisation du service public au Maroc

Strasbourg ; Paris : ENA, 2011, 77 p. ; 30 cm. - (Master en administration publique : Cycle international court et Cycle international d'administration publique)

352.367 096 4 CHA



Korzun, Petr ; sous la direction de Thierry Courtine ; ENA, Promotion République, 2005-2007

Le processus de la modernisation d'Etat en France et en Russie dans le contexte du développement de l'administration électronique

Strasbourg ; Paris : ENA, 2007, 90 p. ; 30 cm. - (Master en administration publique : Cycle international long)

352.367. KOR



Zink, Wolfgang

E-Government in Frankreich und Deutschland : ein policy-analytischer Vergleich der Programme auf nationaler Ebene

Wüzburg : Ergon, 2005. - 463 p. ; 24 cm. - (Spektrum politikwissenschaft ; 33)

Très nombreuses notes. Importante bibliographie, p. 417-463. Porte sur l'administration électronique en France et en Allemagne.

352.630 94 ZIN

8.2 Articles

Adrian, Jean-François

Danemark : une stratégie numérique pour contribuer à l'inclusion

In : Note réactive, n° 86, 2016, septembre, 2 p.

Se positionnant au sein de l'Union européenne en deuxième place et juste derrière l'Estonie pour les services publics numériques, le royaume nordique mène depuis près de vingt ans une politique très volontariste, voire dirigiste, en matière d'administration électronique. Le gouvernement a présenté en mai dernier sa nouvelle stratégie quinquennale pour « un Danemark numérique plus fort et plus sécurisé » avec laquelle il vise à atteindre une réelle appropriation par tous les citoyens, sans exception.

[En ligne sur Internet](#)

Boudreau, Christian

Qualité, efficacité et efficacité de l'administration numérique à l'ère des réseaux : l'exemple québécois

In : Revue française d'administration publique, n° 131, 2009, p. 527-539

Cet article examine la contribution conjuguée des technologies de l'information et des communications (TIC) et des nouveaux modes d'organisation à l'amélioration du fonctionnement de l'État. S'appuyant sur cinq programmes ou services publics mis en ligne par l'État québécois, l'auteur montre que l'utilisation conjointe des technologies de l'information et d'un mode d'organisation en réseau permet aux organisations publiques d'améliorer à la fois l'efficacité de leur fonctionnement interne, la qualité des services qu'elles offrent et l'efficacité de leurs politiques et programmes. L'auteur conclut que, même à l'ère des réseaux et de la gestion horizontale, les organisations publiques reproduisent certains traits bureaucratiques qui, par ailleurs, ne les empêchent pas d'être performantes

[Accès réservé aux publics de l'Ecole :](#)



Criado, J. Ignacio

Interoperabilidad de gobierno electrónico en Iberoamérica : estudio comparativo y recomendaciones de futuro

In : Reforma y democracia, n° 50, 2011, junio, p. 75-104

Il est dorénavant largement reconnu que l'évolution de l'administration électronique est dépendante des projets d'interopérabilité, qui sont de plus en plus nombreux et font l'objet de nombreuses expérimentations, nationales ou internationales. En Amérique latine, cependant, la situation en termes d'interopérabilité est particulièrement hétérogène, les différents pays concernés ayant adopté des démarches variées. C'est ce qui ressort de l'étude des projets d'interopérabilité en soutien à l'e-gouvernement réalisée dans seize pays latino-américains, dont cet article rend compte. Les auteurs se penchent sur les stratégies et les efforts de coordination mis en oeuvre dans le cadre de ces projets, ainsi que sur les politiques publiques ayant bénéficié de ces évolutions. Ils analysent également quel regard les différents pays acteurs portent sur les apports de l'interopérabilité, mais aussi les défis qu'elle pose.

Evaluer les services publics en ligne

In : Cahiers de l'évaluation, n° 3, 2009, janvier, p. 21-22

Afin de justifier la pertinence de ses investissements dans les services publics en ligne, le gouvernement du Québec a choisi la méthode Mareva (Méthode d'analyse et de remontée de la valeur) pour évaluer, dans un premier temps, sept projets pilotes. La méthode Mareva est développée par la Direction générale de la modernisation de l'Etat (DGME) et a pour spécificité d'être complètement adaptée aux spécificités du secteur public.

Fargeot-Boll, Claire

Finlande : l'administration en pointe pour le "e-gouvernement"

In : Gestion publique réactive, n° 56, 2013, juillet-août 2 p.

Déjà considéré comme l'un des pays les plus avancés au monde en matière d'administration électronique, la Finlande veut aller plus loin encore. Fin 2012, le gouvernement a dévoilé un ambitieux plan stratégique 2013-2020.

[En ligne sur Internet](#)

Kunstelj, Mateja ; Jukic, Tina ; Vintar, Mirko

Comment tirer pleinement parti des résultats des enquêtes auprès des utilisateurs du gouvernement électronique : le cas de la Slovénie

In : Revue internationale des sciences administratives (RISA), vol. 75, n° 1, 2009, mars, p. 129-166

Cette étude analyse ce que pensent les utilisateurs au sujet de l'évolution du gouvernement électronique en Slovénie. Elle vise à examiner la façon d'améliorer les statistiques descriptives actuellement utilisées dans la plupart des études sur le gouvernement électronique, non seulement pour faire apparaître les attentes de l'utilisateur moyen, ses expériences et ses exigences, mais aussi pour déterminer les facteurs qui, s'ils sont améliorés, vont susciter une amélioration de l'utilisation des services de gouvernement électronique et de la satisfaction à leur égard.

Ma-Dupont, Virginie

Chili : un modèle d'administration électronique en Amérique latine

In : Note réactive, n°71, 2015, mars, 2 p.

En juillet 2014, selon une étude de l'ONU, le Chili occupait la deuxième position en Amérique latine pour l'état d'avancement de l'administration électronique et la 33^e au niveau mondial. Le pays a commencé très tôt à simplifier ses relations avec les usagers en mettant en place des services électroniques dès les années 1990 et il est devenu très vite pionnier en la matière.

[En ligne sur Internet](#)

Miguel-Molina, Maria de

E-government in Spain : an analysis of the right to quality E-government

In : International journal of public administration, vol. 33, n° 1, 2010, january, p. 1-10

Comment apporter la notion de qualité du service dans les relations électroniques entre l'administration et ses usagers ? Telle est la question ici posée. La réponse suite à l'étude de la situation espagnole tend à être la suivante : il convient de replacer cette étude de la qualité sur le moyen voire le long terme pour en mesurer les effets.

Mohiddin, Ahmed

The challenges of e-democracy : opportunities and risks

In : Cahiers africains d'administration publique, n° 62, 2004, p. 79-104

Etude des ambitions, des opportunités et des risques de l'administration électronique en Afrique ainsi que de son impact sur la société et l'économie africaine.

Wong, Wilson ; Welch, Eric

Does e-government promote accountability ? : a comparative analysis of website openness and government accountability

In : Governance, vol. 17, n° 2, 2004, april, p. 275-297

Application des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'administration publique de quatorze pays : Australie, Canada, Chine, Egypte, France, Allemagne, Indonésie, Japon, Corée du Sud, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Singapour, Royaume-Uni et Etats-Unis.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :

Wiley Online Library

Zhao, Fang ; Khan Sajid

An empirical study of E-government service adoption : culture and behavioral intention

In : International journal of public administration vol. 36 n° 10, 2013, août p.710-722 Bibliogr. p. 719-721

Quels sont les éléments qui incitent les citoyens à utiliser les services de l'administration en ligne ? Telle est ici la question posée. Pour proposer des réponses, cet article se base sur un modèle d'analyse mis en place aux Etats-Unis et l'applique aux Emirats Arabes Unis où le recours à l'administration électronique est très développé.

Sites internet

- Innovation dans le secteur public et administration électronique sur le [site de l'OCDE](#)

Publications de l'OCDE sur le sujet. Certains documents sont directement téléchargeables en ligne.

- [Knowledge Base of Innovative E-Government Practices](#)

Base d'études de cas à l'international publiée sur le site des Nations Unies sur les pratiques des Etats en matière de e-gouvernement.

Contact : centre.documentation@ena.fr